

Le cas de l'Allemagne

Dans le cas de l'Allemagne occidentale, où la pénétration économique américaine, exploitant la faiblesse extrême de la bourgeoisie indigène et les difficultés de l'impérialisme britannique, a pris une ampleur plus grande qu'ailleurs, les mesures prises pour relever le niveau de la production allemande et pour remettre en marche son économie vont de pair avec un ensemble de dispositions draconiennes qui ont pour but de diriger et de contrôler le relèvement économique de l'Allemagne, selon les stricts intérêts des big businessmen américains.

Alors qu'avant la guerre l'Allemagne exportait surtout des produits finis, elle exporte maintenant des matières premières : celles-ci constituent 99 % des exportations en provenance de la zone anglaise (dont 81 % pour le charbon, le bois venant en second lieu). En revanche, alors qu'elle importait surtout des matières premières (67 % du total en 1932), ces importations ne s'élèvent qu'à 17 % en 1946.

Les Anglo-Américains ont adopté une série de mesures qui visent à paralyser toutes les branches de l'industrie allemande capables de concurrencer leur propre production. Plus particulière-

La contre-partie politique de l'« aide »

Les conditions politiques qui accompagnent l'octroi des fonds du « plan Marshall » ne sont ni moins rigides ni moins brutales.

L'éviction des staliniens des postes gouvernementaux de tous les pays bénéficiaires de l'« aide » est une préparation à la formation d'un bloc politique et militaire des Seize sous la direction américaine. Celui-ci comporterait dans sa réalisation une série de mesures telles que celles déjà énoncées par exemple par Forrestal, ministre de la Défense américaine, qui « espère » que son ministère « serait chargé de coordonner les forces armées des seize pays bénéficiaires du plan Marshall » (déclaration du 15 janvier 1948), et qui n'a pas hésité à ajouter qu'il avait « la

Les réactions de la bourgeoisie occidentale européenne

On comprend que, dans ces conditions, la bourgeoisie des pays bénéficiaires et, en premier lieu, les bourgeois anglais et français tentent de réagir et considèrent que maintenant le « problème essentiel » consiste « à enlever au prêteur toutes occasions d'ingérence dans les affaires nationales » (éditorial du journal *Le Monde*, 17 janvier 1948).

ment les industries électriques, chimiques et celle des matières colorantes, pour lesquelles le cours actuel du mark par rapport au dollar, arbitrairement déterminé pour chaque produit par les autorités occupantes, interdit toute concurrence possible aux firmes américaines.

La différence entre cette politique, inhérente à toute la conception du « plan Marshall » et le plan Dawes qui, après la première guerre, a permis, grâce aux crédits américains, un relèvement autonome de l'Allemagne forme un contraste frappant.

Un autre exemple de vassalisation économique de l'Europe occidentale inhérente au « plan Marshall » est déjà donné par les suggestions que l'administration et les experts américains ont adressées aux Seize en ce qui concerne la reconstruction de la flotte marchande européenne d'ici la fin de 1951. Washington trouve l'objectif qui figure dans le rapport des Seize trop « ambitieux » et conseille (il imposera lors de l'application du plan Marshall) de recourir, soit à l'achat des *liberty ship* construits durant la guerre, soit au frêt des navires américains.

certitude que le général Marshall envisage de demander aux nations européennes l'attribution de bases militaires pour les forces américaines en contrepartie de l'« aide économique ».

Il est vrai que la brutalité de cette seconde déclaration a provoqué un démenti de Marshall, soucieux de ne pas choquer la « souveraineté psychologique (sic) des nations européennes ». Cela n'empêchera pas le secrétaire d'Etat de reprendre l'affaire par la voie de la diplomatie secrète classique, à laquelle Walter Lippman, avec insistance, conseille de revenir pour amoindrir les chocs « psychologiques » que provoquent si souvent, depuis un an, les « culottes de peau », les « hommes politiques » et les « diplomates » de l'Amérique de Truman.

C'est dans le cadre de telles préoccupations qu'entrent par exemple le projet d'une nouvelle conférence des Seize avant l'application du plan Marshall et surtout le projet de la création d'une organisation permanente de coopération économique européenne si possible à direction anglo-française.

Il est, au contraire, beaucoup plus probable qu'un directoire américain cen-

traliserait et contrôlerait directement toute l'application du plan Marshall. Et cela même dans le cas où, pour la forme, afin de ne pas trop choquer la souveraineté « psychologique » on interpose un organisme à direction européenne. Les controverses qui ont lieu actuellement au Congrès américain autour de l'administration et de l'application du Plan démontrent clairement que, cette fois-ci, l'Amérique, à l'encontre de ce qui s'est passé pour les crédits octroyés au lendemain de la première guerre, entend exercer un strict contrôle sur leur emploi.

C'est le résultat d'une évolution fondamentale dans la structure du monde capitaliste, qui a bouleversé de fond en comble son ancien équilibre relatif. Les Etats-Unis ont besoin de tout le marché mondial et tout relèvement réel d'une autre puissance capitaliste précipiterait leur propre crise.

D'autre part, pour les mêmes raisons, c'est-à-dire à cause du développement hypertrophique du capitalisme américain et du rétrécissement consécutif des marchés disponibles aux autres puissances capitalistes, le projet d'une

La bureaucratie soviétique et le plan Marshall

La bureaucratie soviétique se dresse contre le plan Marshall, en raison des implications économiques, politiques et militaires de celui-ci, qui vont à l'encontre de sa propre politique mondiale, de ses intérêts dans le « glacis », de la sécurité propre de l'U.R.S.S. Elle veut empêcher la réussite de ce plan par deux moyens : a) en ordonnant aux partis staliniens des pays capitalistes européens du plan de favoriser une agitation sociale et les luttes revendicatives des masses. Nous avons vu l'application de cette tactique lors des récentes grandes luttes en France et en Italie, et nous assistons actuellement au même développement en Allemagne ; b) en accélérant, par la conclusion de traités et l'élaboration de « plans », l'incorporation économique des différents pays soumis à son influence en Europe dans un circuit aussi fermé que possible à l'influence occidentale et centré sur l'U.R.S.S.

Les staliniens, particulièrement les staliniens français, présentent le « plan Marshall » essentiellement comme un plan « militaire » dirigé « contre l'U.R.S.S. » et concluent qu'en ce qui concerne le rôle assigné par les Etats-Unis à l'Allemagne, il s'agit de faire de celle-ci « un arsenal et une caserne », ses usines ayant « un rôle d'usines de guerre », et les Etats-Unis se préparant à utiliser l'Allemagne toute en-

coopération permanente économique des pays capitalistes européens échouera à cause de leurs antagonismes réciproques, et la lutte plus aiguë que jamais menée par chacun d'eux pour assurer, dans le cadre du plan Marshall, avant tout son relèvement le plus large possible. Ceci s'aperçoit clairement à propos du violent antagonisme qui a éclaté entre Londres et Paris sur la question de la dévaluation du franc.

De toute façon, la situation de la bourgeoisie de l'Europe occidentale est telle que, malgré tous les risques que courent les derniers vestiges de son indépendance et malgré toutes les tentatives possibles pour ne pas les abandonner complètement, elle ne pourra pas se passer de l'aide américaine et des conditions imposées par Washington. C'est ce qu'ont déjà compris les « ministres clairvoyants » à la Cripps, Mayer, Bidault, Gasperi, etc., qui, ayant « tiré la leçon de l'évolution économique issue de la guerre » (*Le Monde*, 17 janvier 1948), se conforment de plus en plus servilement aux exigences yankee

tière comme « une base d'opérations contre l'Europe de l'Est » (3). C'est faux. L'évolution de la stratégie américaine, basée sur les armements atomiques et sur la puissance navale et aérienne, n'a aucun intérêt à faire de l'Allemagne un arsenal à la portée immédiate de l'Armée rouge, qui peut, en cas de guerre, l'occuper et l'utiliser dans l'espace de quelques heures. L'intérêt stratégique d'une Allemagne et d'une Europe occidentale en général, relevée sous le contrôle américain, est avant tout un intérêt économique et politique. Les Etats-Unis misent sur la force de décomposition et de liquidation qu'un bloc des pays relevés grâce à leur aide pourrait exercer sur tout le « glacis » soviétique.

Le plan Marshall s'inscrit, bien sûr, dans la perspective d'une guerre toujours possible avec l'U.R.S.S. ; mais cela passe essentiellement par le détour, absolument nécessaire dans l'immédiat, d'une consolidation d'abord économique, afin d'entraîner ainsi également la consolidation politique de l'Europe capitaliste occidentale.

Une telle réussite pourrait, en cas de guerre avec l'U.R.S.S., procurer aux Etats-Unis moins des bases que les

(3) Le plan allemand de Marshall (« Démocratie nouvelle », décembre 1947).